

Lignes directrices

Environnement

Adoptées par le comité constitutif du Parti vert'libéral genevois le 29 septembre 2010 à Genève

1. Introduction

Un environnement de qualité est indispensable pour assurer une qualité de vie satisfaisante. Protéger cet environnement ressort de notre responsabilité, pour ne pas laisser aux générations futures un monde pollué, transformé en poubelle, pauvre en matières premières et dans lequel la nature aura perdu toute sa diversité.

Pour éviter cette situation, les vert'libéraux proposent et soutiennent toutes les solutions incitatives, voire contraignantes.

2. Energie et climat

La consommation actuelle d'énergie en Suisse n'est pas soutenable: de nombreux dégâts sont causés à l'environnement et des risques importants sont pris en raison du gaspillage de l'énergie.

Par ailleurs, nous sommes dépendants de l'importation de pétrole, de gaz et d'uranium dont les quantités disponibles diminuent drastiquement et continuellement, alors que ces énergies sont non-renouvelables. De plus, elles proviennent souvent de régions politiquement instables avec tous les risques que cela implique.

Les vert'libéraux considèrent qu'il est temps de réagir : la Suisse doit relever ce défi en adoptant de nouvelles technologies et en développant un « savoir faire » dans le domaine énergétique. Ainsi, elle retrouvera un rôle de leader au niveau international tout en diminuant les risques liés à la production et consommation actuelle d'énergie.

Ces conditions - ressources en baisse et pollution en augmentation- nous imposent de modifier notre consommation et d'adapter la production d'énergie.

Les vert'libéraux soutiennent une diminution de 30% des émissions de CO2 par rapport à 1990 d'ici 2020, dont au moins deux tiers en Suisse. Pour 2050, la Suisse doit se fixer l'objectif de maximum deux tonnes de CO2 émises par habitant par année. Ils considèrent que les recettes de la taxe sur le CO2 doivent être affectées à l'assainissement énergétique.

Il est indispensable de prendre en considération la vérité des coûts et la transparence : le cycle de vie complet des produits et toutes les formes d'énergies nécessaires doivent être considérés dans leur ensemble et les informations doivent être claires et répercutées dans les prix.

Ces principes sont primordiaux pour les vert'libéraux, notamment en ce qui concerne l'énergie nucléaire, qui est aujourd'hui subventionnée de manière cachée, tels par exemple : les coûts du stockage des déchets ou l'insuffisance du fonds pour le démantèlement des centrales et de l'assurance en cas de dommages.

Les vert'libéraux misent sur l'efficacité énergétique, les économies d'énergie et les énergies renouvelables, et encouragent les collectivités publiques à montrer l'exemple en la matière.

Un approvisionnement énergétique écologique, économique et plus sûr, peut être atteint entre autres par des incitations financières, un système de bonus-malus et des adaptations du système fiscal – le tout couplé avec des standards adaptés aux développements les plus récents.

En ce qui concerne les ressources fossiles limitées, il faut miser sur la qualité plutôt que la quantité, ceci tant au niveau de la production qu'au niveau de la consommation.

Grâce aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables, les installations de production électrique nucléaires qui arrivent en fin de vie au cours des prochaines années n'auront pas besoin d'être renouvelées.

Les vert'libéraux encouragent la recherche de solutions concernant l'élimination des déchets nucléaires, problème non-résolu à ce jour.

Les vert'libéraux soutiennent la vision d'une société à 2000 Watts ainsi que toutes les mesures y relatives. Il faut favoriser les rénovations énergétiques des bâtiments en réduisant la bureaucratie qui y est liée. En effet, le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire représentent près de 50% de la consommation énergétique en Suisse. Or notre parc de bâtiments est vieillissant et une grande partie nécessite des rénovations. La mise aux normes actuelles d'un bâtiment des années 1970 permet de diviser sa consommation d'énergie par quatre.

Pour ce domaine, les vert'libéraux sont favorables à l'instauration de conditions-cadres, aux aides financières et aux déductions d'impôts.

a) Energie dans les bâtiments

Les exigences énergétiques les plus élevées doivent être obligatoires pour tous les nouveaux bâtiments et les rénovations d'importance. Dans un pays qui cherche en principe à promouvoir et à utiliser les technologies de pointe, toute nouvelle construction doit satisfaire aux plus hautes exigences. Il est nécessaire que l'impact environnemental du bâtiment – souvent conçu pour un siècle – soit pris en compte (construction, exploitation, rénovation, démolition).

Les vert'libéraux demandent que l'équivalent énergétique au standard Minergie-P soit obligatoire d'ici 2015. Ils proposent également d'intégrer les recommandations Eco-Bau dans les normes et les lois.

Le droit des copropriétés doit être assoupli afin de favoriser les décisions allant dans le sens des économies d'énergie ou l'utilisation d'énergie renouvelable.

Il faut favoriser le développement des Eco-quartiers et des Agro-quartiers.

A terme, une taxe progressive sur le gaspillage d'énergie devrait être introduite pour les propriétaires

de bâtiments ne respectant pas un standard de Haute Performance Energétique.

Sur le plan genevois les vert'libéraux saluent la nouvelle loi cantonale sur l'énergie car elle incitera les propriétaires à rénover leurs bâtiments, elle fixe des délais pour la rénovation d'immeubles gaspilleurs d'énergie et favorise le développement des réseaux de chauffage à distance ainsi que de toute énergie renouvelable, telle que les filières solaire, géothermie et bois-énergie. Cependant son nouveau règlement d'application devrait être plus ambitieux en matière de rénovation.

Les services concernés de l'Etat doivent faire appliquer la loi avec plus de rigueur; par exemple il est tout à fait anormal que de nombreux bâtiments ne soient toujours pas équipés de doubles vitrages alors que ceux-ci sont obligatoires depuis plusieurs années!

b) Mesures fiscales

- Prêt à taux zéro.

Les Vert'libéraux soutiennent les prêts remboursables à taux zéro (hors inflation) aux fins du développement des énergies renouvelables et de l'assainissement énergétique des bâtiments.

- Déductions fiscales.

Les déductions fiscales admises au titre de frais d'entretien pour les rénovations énergétiques des bâtiments devraient être réparties sur plusieurs années et non faites sur une seule année.

Pour les propriétaires privés, on peut aussi imaginer un crédit d'impôt en fonction du coût admis de la rénovation énergétique.

- Rétribution à prix coûtant de l'électricité renouvelable.

Les Vert'libéraux sont favorables à la non-fiscalisation des revenus obtenus par la vente du courant produit par des énergies renouvelables.

c) Mesures administratives

- Accélération des procédures pour l'installation d'énergies renouvelables ainsi que pour l'assainissement de bâtiments

Actuellement, l'installation d'un équipement à énergies renouvelables peut exiger plusieurs procédures (autorisations, subventions, labellisations) gérées par un grand nombre de services différents. Il est nécessaire que la procédure d'octroi d'autorisations soit raccourcie, simplifiée et gérée par un seul organisme (« guichet unique ») comme cela existe pour l'approbation des réseaux électriques et gaziers.

- La LDTR doit être modifiée afin de ne pas être un frein à la création et la transformation de logements respectueux de l'environnement et économe en énergie

Il faut aussi privilégier l'installation d'équipements d'énergies renouvelables plutôt que la conservation inconditionnelle de monuments ou de sites.

d) Centrale à gaz (chaleur-force)

Afin d'éviter la construction de nouvelles centrales nucléaires, les vert'libéraux soutiennent la construction de centrales à gaz de type chaleur-force. Leur durée de vie d'environ 20 ans et leur construction rapide permettra dans l'immédiat d'assurer la transition. Il est essentiel que les émissions de CO2 de ces centrales soient compensées par des projets d'énergies renouvelables en Suisse et/ou à l'étranger.

3. Mobilité et aménagement du territoire

Les vert'libéraux considèrent la mobilité comme un besoin essentiel au développement personnel, économique et social de notre société. Mais ils veulent clairement orienter cette mobilité vers des solutions écologiques et efficaces.

Genève étant un canton traversé par les flux pendulaires intercantonaux et transfrontaliers, les solutions aux défis posés par le transport et l'aménagement du territoire sont à chercher globalement dans le cadre de la région franco-valdo-genevoise. Une collaboration politique renforcée à ce niveau est donc vivement souhaitée.

Pour désengorger les voies de circulation genevoise et augmenter la qualité de vie dans le canton, les vert'libéraux soutiennent la réalisation d'une traversée de la rade, reliant la A1 à la rive gauche, dans le cadre d'un projet global incluant notamment les points suivants :

- le développement des transports publics, notamment dans le but de relier efficacement les villes et communes de France voisine à Genève, telle la réalisation rapide du CEVA,
- la construction de parking-relais, desservis efficacement par les TPG,
- le soutien à la mise en place de rues et zones piétonnes aux endroits appropriés,
- la promotion de la mobilité douce, et notamment la construction d'un réseau continu de pistes cyclables, ainsi que le système des vélos à libre service,
- le soutien au co-voiturage,
- l'encouragement et l'incitation à l'achat et à l'utilisation des véhicules les moins polluants,
- la mise en place des bases juridiques permettant la création de zones environnementales (système de la 'vignette bleue' pour les véhicules; seuls les véhicules les moins polluants pourraient rouler en cas de pics de pollution),
- le travail à domicile et les horaires décalés.

Côté infrastructures ferroviaires, les vert'libéraux genevois soutiennent très clairement une réalisation rapide de la 3ème voie CFF entre Lausanne et Genève, ainsi que le transfert de la route au rail pour le transport des marchandises.

Sans remettre en question l'importance économique de l'Aéroport International de Genève pour la région, les vert'libéraux soutiennent toute mesure permettant de réduire son impact écologique négatif, ainsi qu'une collaboration franco-valdo-genevoise entre les aéroports de Genève Cointrin et Lyon St-Exupéry.

Sur le plan de l'aménagement du territoire, les vert'libéraux veulent intégrer les piliers du développement durable au sein même des réflexions et des études de projets de développement. La mixité habitat/activités doit être encouragée.

Les vert'libéraux soutiennent notamment une réalisation intelligente et respectueuse de l'environnement de tout futur quartier dans la région.

De surcroît, les vert'libéraux visent une meilleure harmonie dans l'aménagement du territoire dans le sens du respect du paysage urbain. La vie du citoyen et son bonheur passe aussi par un habitat à taille humaine, écologique et respectueux du patrimoine.

4. Agriculture, nature, forêt et gestion des déchets

La protection de la nature est une composante essentielle de la pérennité du bien être des générations futures. Un habitat en harmonie avec la nature est essentiel au bonheur et au bon fonctionnement de la société.

Les vert'libéraux favorisent une production agricole de proximité et de qualité. Toute personne qui travaille la terre – et pas seulement les producteurs bio – doit pouvoir en tirer un revenu légitime.

Favoriser la production suisse et régionale, c'est assurer une certaine indépendance alimentaire et diminuer la quantité de produits importés dont le transport est source de CO2.

Inviter les habitants de notre pays à consommer régional, c'est bon pour l'économie et bon pour l'écologie. A ce titre, il faut encourager la mise en place d'une étiquette CO2 sur le plan national basée sur le modèle de l'étiquette énergie, qui permettra d'indiquer la quantité de CO2 émise pour la production et le transport des fruits et légumes.

Cette information va bien évidemment valoriser les produits régionaux, pour autant qu'ils soient produits de façon respectueuse de l'environnement.

Des produits importés peuvent être acceptés, notamment en cas de soutien au commerce équitable. Les consommateurs deviendront des "consomm'acteurs".

L'État a un rôle à jouer pour soutenir l'agriculture. Les paiements directs aux agriculteurs à titre de contribution essentielle à la préservation et au développement de la biodiversité doivent être maintenus.

Les agriculteurs gèrent la moitié du territoire suisse. Ils sont indispensables et maintiennent un paysage rural diversifié, ce qui est aussi un atout majeur pour le tourisme.

Il faut également leur réserver les meilleures terres cultivables en ne les affectant pas à la construction.

Les vert'libéraux soutiennent une agriculture qui ne nécessite pas d'OGM.

Les "énergiculteurs" (producteurs de biogaz ou d'électricité solaire par exemple) doivent pouvoir développer leurs installations sans les tracasseries habituelles liées aux constructions situées hors des zones à bâtir.

La renaturation des cours d'eau doit être activement encouragée et faire l'objet de crédits d'investissement réguliers du Canton.

Les vert'libéraux genevois soutiennent la création d'un fonds spécifique de renaturation, financé par une partie des redevances de concessions uniques et annuelles perçues pour l'utilisation de la force hydraulique.

La forêt, heureusement protégée par la loi, mais menacée par les effets du changement climatique, doit être rajeunie et mieux exploitée.

Les vert'libéraux défendent ses fonctions multiples et s'engagent pour que ses exploitants reçoivent la juste rétribution pour les biens et les services qu'elle nous offre.

Les vert'libéraux sont favorables à une réduction drastique des suremballages et à la promotion des contenants réutilisables. Ils soutiennent le tri sélectif des déchets et encouragent le recyclage. Conscients de la valeur des ressources premières, ils saluent toute mesure incitative dans ce domaine.